

Grève des débardeurs

Pour nous, c'est un principe, et plus, c'est une règle de conduite. J'espère qu'il s'agira d'une ligne que nous suivrons et que nous ferons suivre chaque fois que le bien commun, que les règles, que le respect des lois, que le respect des règles du jeu démocratique, que le respect du gouvernement et du Parlement seront en cause, le tout dans une démocratie vivante et dynamique, habilement et courageusement conduite à travers toutes les difficultés que nous connaissons.

La différence, c'est que certains peuvent parler encore longtemps, et quant à nous, nous avons le devoir d'agir en temps et lieu et nous agissons.

Mais si on peut accepter d'en parler, nous continuerons à écouter, mais après cela, comme preuve de sérieux, j'espère que nous ferons le bilan, et on constatera que le peuple avait raison de nous élire, car l'important ce sont les gestes, et nous les poserons.

● (0000)

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur le président, je suis le premier député des provinces des Prairies à participer au débat d'urgence ce soir. Comme mon ami de Lotbinière (M. Fortin) l'a dit, l'Ouest du pays a été frappé par les graves problèmes relatifs à la libre circulation des produits agricoles. Lorsque des problèmes comme celui-là ou d'autres, comme le pétrole, surviennent, nous, les députés de l'Ouest, de notre parti, nous intervenons pour parler en faveur des intérêts de nos électeurs. Lorsque des questions affectent le Québec—Où se trouvent les députés libéraux?—ce sont les conservateurs progressistes et les créditistes qui demandent un débat d'urgence.

Cette question est d'une grande importance pour les fermiers du Québec en particulier. C'est pourquoi il est surprenant de constater l'absence ce matin du ministre de l'Agriculture (M. Whelan), ainsi que celle des ministres francophones du Québec, sauf pour le ministre avec des ambitions sur la scène provinciale au Québec.

Où est donc le ministre de l'Agriculture? Le député de Papineau a dit que le ministre de l'Agriculture avait un rendez-vous à l'extérieur du Parlement. J'aimerais dire que mon collègue de Joliette (M. La Salle) avait, lui aussi, un engagement à Montréal, et qu'il a contremandé pour être ici ce soir, ou plutôt ce matin.

L'absence flagrante du ministre de l'Agriculture et des ministres québécois démontre jusqu'à quel point le gouvernement prend pour acquis l'appui qu'ils ont reçu des Québécois aux dernières élections, et traite à la légère un problème qui va au cœur de la vie québécoise.

Ceci démontre bien que le peuple québécois n'a aucune garantie qu'en votant aussi massivement libéral que ses intérêts seront défendus pour autant. C'est le contraire qui se produit. Il semble que plus le parti libéral a de députés du Québec, moins ces derniers s'occupent de leur province.

[Traduction]

Le problème à l'étude ce soir, monsieur l'Orateur, est particulièrement épineux pour les cultivateurs du Québec, qui se heurtent à des difficultés d'ordre pratique en ce moment même. Comme nous le savons tous ici à la Chambre, cette catégorie de travailleurs n'est pas organisée comme le sont les puissantes sociétés, les grands syndicats ou d'autres secteurs forts de la société. Il s'agit de gens démunis de protection face à des organismes puissants et imposants par leur nombre. Les difficultés auxquelles ils sont en butte, qu'il s'agisse du mauvais temps ou d'un problème comme celui qui se pose en ce moment, peuvent littéralement paralyser leurs exploitations, leur ôter tout

moyen de poursuivre leurs activités agricoles et annuler tous les efforts qu'ils ont déployés. Ils ne peuvent toucher d'allocation de grève ni compter sur les bénéfices d'une société.

C'est une catégorie de gens sans protection, ou presque, dont le seul recours réside dans un appel lancé au Parlement lorsqu'ils se trouvent pris dans un conflit avec des organismes organisés et importants de notre pays. Les représentants de ces agriculteurs sont venus voir les députés des deux côtés de la Chambre des communes; mon collègue, le député de Bellechasse (M. Lambert) et le député de Joliette (M. La Salle) ont répondu à leur demande en obtenant la tenue d'un débat d'urgence ce soir.

Le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet), catapulté d'urgence ministre de l'Agriculture—sans doute les ministériels ont-ils tiré à la courte paille pour savoir qui serait ministre suppléant de l'Agriculture—nous a débité pas mal de sornettes au cours de son intervention avant de prendre la fuite. Je comprends très bien qu'il soit parti rapidement après un discours comme celui-là.

Une voix: A 9 heures.

M. Clark (Rocky Mountain): Mon collègue l'a dit, c'est à 9 heures que le ministre est parti. Ayant indiqué qu'il y avait des grains de provende à Prescott, il a dit qu'il suffisait aux agriculteurs d'aller en chercher. Il a ajouté qu'il y en avait à Montréal. Ce ministre impromptu de l'Agriculture venant du grand Montréal doit sûrement être au courant des faits dont la Chambre a été saisie. Il doit sûrement savoir que les fournisseurs ont l'habitude de servir leurs propres clients d'abord. Cela n'aide pas beaucoup les gens des autres régions du Québec. Le ministre doit savoir que s'ils devaient se rendre à Prescott, cela entraînerait d'importants frais de transport pour les agriculteurs, en particulier ceux qui ont un revenu modeste et qui se contentent d'une faible marge de profits et qui ont du mal à s'en sortir.

A moins que le ministre n'ait de sa vie emprunté d'autres voies que les meilleures routes du Québec, il devrait savoir que nous sommes au milieu d'une saison où, dans cette province, la circulation sur certaines routes est interdite à certains véhicules et aux camions parce qu'ils sont trop lourds. Quand il dit qu'il y a des grains de provende à Prescott, il pourrait tout aussi bien dire que les cultivateurs devraient aller à Saskatoon, à Rio de Janeiro ou à n'importe quel autre endroit qui leur est pratiquement inaccessible. Voilà le genre de sottises qu'il a débitées ce soir. Pas étonnant qu'après avoir parlé ainsi, il soit parti à 9 heures.

Le point sur lequel il faut insister concerne la responsabilité du gouvernement, un gouvernement qui a été élu grâce surtout à l'appui des personnes mêmes dont le problème retient l'attention de la Chambre ce soir. Mon collègue de Joliette et le député de Bellechasse ont parlé de ce problème. Ce problème n'est pas soudain ni inattendu. Mon collègue de Joliette a soulevé cette question à la Chambre il y a deux semaines. Le gouvernement connaissait le problème. Il savait qu'un problème se posait pour des gens particulièrement mal placés pour le résoudre. Pourtant, il y a quelques jours encore, le ministre de l'Agriculture lui-même (M. Whelan) ne savait pas ce qui se passait. Le 8 avril, en répondant à une question de ce côté-ci de la Chambre, comme le rapporte la page 4593 du *hansard*, il a dit: